

À l'âge de 15 ans, j'ai été diagnostiquée avec un syndrome de Mayer Rokitansky Küster Hauser, aussi connu sous l'acronyme MRKH, c'est une variation des caractéristiques sexuelles, se traduisant par une absence partielle ou complète de vagin et/ ou d'utérus, dans ma situation celle-ci n'avait aucune incidence sur ma santé. Dès l'annonce du diagnostic, j'ai été déshumanisée et vue comme une curiosité par le milieu médical. Le médecin qui m'a fait part du diagnostic m'a dit être très heureux d'avoir enfin un cas comme le mien, que j'étais le premier en plus de 20 ans de carrière.

Après avoir été diagnostiquée, j'ai été dirigée vers l'hôpital L'hôpital des enfants reine Fabiola, l'HUDERF, où la déshumanisation a empiré. Pour eux, j'étais un cas intéressant, rare, une aberration, une anomalie. Ils ont voulu utiliser mon corps pour réaliser une opération rare, complexe et expérimentale et ont utilisé des pressions, des mensonges et des manipulations pour y parvenir.

Le chirurgien m'a présentée deux options thérapeutiques : la première était les dilatations, et la seconde était la chirurgie. Ma maman et moi-même, on ne nous a jamais informées de la possibilité d'une abstention thérapeutique.

En outre, l'équipe médicale m'a menti en affirmant que ma variation était si rare qu'aucun autre hôpital belge ne pouvait la prendre en charge. Ils m'ont isolée et m'ont empêchée de demander un second avis médical. Je ne voulais pas faire les séances de dilatation. Cette méthode consiste à insérer un objet ressemblant à un gode dans la cavité vaginale, dont le diamètre et la longueur doivent être augmentés progressivement au fil des séances pour allonger et élargir les parois internes du vagin. Les séances doivent être effectuées régulièrement deux à trois fois par jour, pendant 20 à 30 minutes, et ce, durant plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Le chirurgien m'a vanté cette technique comme affreuse, douloureuse, contraignante, longue et rarement couronnée de succès.

J'ai refusé, cela a arrangé le chirurgien, qui a sauté sur l'occasion pour me proposer la chirurgie comme ultime solution, en affirmant que je devais la subir pour avoir une future vie de femme.

À l'époque, je ne connaissais rien à la sexualité, je ne savais même pas quelle était mon orientation sexuelle et je n'avais jamais eu de relation amoureuse, mais ils m'ont fait croire que la sexualité d'une femme se résumait à pouvoir être pénétrée par un pénis.

Les médecins de l'HUDERF m'ont manipulée en me disant que si j'acceptais l'intervention chirurgicale, je pourrais sauver d'autres enfants, car ils pourraient la reproduire à l'avenir. Ils m'ont assuré qu'il n'y avait aucun risque lié à cette opération, à part ceux liés à l'anesthésie, et qu'elle me permettrait de reprendre ma vie normalement deux semaines après.

J'ai cru en cette opération miraculeuse, facile, sans risques opératoires, et qui allait me mettre dans le rôle de l'héroïne et m'aider pour mon « avenir ». Elle n'a jamais existé...

Suite à cette chirurgie, de nombreuses complications sont survenues et ma santé n'a cessé de se détériorer. J'ai dû être hospitalisée pendant de nombreux mois. J'ai souffert le martyr, j'avais tellement mal que je me mordais le poignet et me tapais la tête sur les barreaux du lit pour essayer de faire migrer la douleur vers un autre endroit.

J'ai subi de nombreuses formes de violences, physiques, psychologiques et sexuelles au sein de cet hôpital. Ils n'ont jamais correctement pris en compte mes douleurs, m'infantilisant, me psychiatrisant, m'humiliant, allant même jusqu'à débrancher ma sonnette.

J'ai été victime de viols. Je ne fais pas usage de ce terme à la légère, mais je n'ai pas d'autres mots pour décrire les actes commis à mon encontre. Ils m'ont obligée à subir des dilatations vaginales après la chirurgie, les mêmes que j'avais refusées, qui ne devaient pas être faites et pour lesquelles j'avais subi la chirurgie. Face à mon refus, l'HUDERF a décidé de les faire pratiquer par un de leurs médecins. Ce médecin m'a pénétrée avec un objet similaire à un gode tous les jours, malgré mes pleurs, mes cris et mes supplications pour qu'il arrête. J'ai subi une vingtaine de ces séances avant qu'ils ne décident finalement à les arrêter. Cela ne les a cependant pas empêchés de me harceler ensuite pour savoir si je les continuais de mon propre chef.

Ma santé a continué à se dégrader jusqu'à ce que je perde l'usage de mes jambes. Ensuite, ils m'ont tout simplement renvoyée de l'hôpital, sans assistance pour mes douleurs, sans aide à la mobilité, et sans même me fournir mon dossier médical. Ils ont également refusé de me reprendre aux urgences et le fait de ne pas avoir mon dossier médical m'a empêchée de recevoir des soins appropriés ailleurs.

J'ai choisi de parler de mon expérience dans l'espoir d'informer les gens sur ce qui se passe en Belgique, sur ce qu'on fait aux enfants dans certains de nos hôpitaux. Des corps sont mutilés et normalisés pour correspondre à la vision que la société et la médecine ont d'un corps féminin ou masculin et pour leur imposer une sexualité hétéro-pénétrante. Je ne suis malheureusement pas un cas isolé.

Je ressens de la colère et de la frustration suite au jugement rendu. Bien que le jugement soit en ma faveur, cela a nécessité de nombreuses étapes interminables, épuisantes, douloureuses et humiliantes. J'ai souvent eu l'impression de ne pas être écoutée, voire même que l'on cherchait à minimiser la responsabilité de l'hôpital en mettant en cause ma santé mentale et en décrédibilisant ma parole. Malgré cela, je suis soulagée que la justice ait admis que la chirurgie qui m'a été infligée n'aurait pas dû être pratiquée dans ces conditions, et qu'ils n'ont pas

obtenu mon consentement libre et éclairé pour la faire. Toutefois, j'aurais préféré que la justice mette davantage l'accent sur les multiples maltraitements physiques, psychologiques et sexuelles subies pendant des mois par certains médecins de cet hôpital.

Mais j'ai bien conscience que la justice civile n'a pas pour rôle de mettre en lumière toutes les maltraitements subies.

J'ai décidé de parler pour sensibiliser les gens et les politiques sur ce sujet. Les enfants ne devraient pas subir de telles mutilations et actes de torture, surtout lorsque ces actes sont infligés par ceux censés les protéger.

Peu sont écoutés, soutenus, ont accès à leur dossier médical et ont une assurance juridique leur permettant d'entreprendre des démarches en justice. J'ai eu énormément de chance de tomber sur les bonnes personnes aux bons moments et d'obtenir leur soutien au moment où j'en avais besoin.

Toutefois, je ne ressors pas indemne.

Aujourd'hui, le milieu médical me terrifie. J'ai peur de consulter et de subir à nouveau des violences. Je me soigne rarement et souvent trop tard. Il n'y a pas une semaine où je ne refais pas des cauchemars et où je ne revis pas les événements d'il y a 13 ans. Ma vision des autres, du monde et de moi-même a radicalement changé. Ayant peur d'être à nouveau trahie, je m'isole des autres. J'assimile la sexualité au dégoût et à la douleur, et je vais devoir vivre le restant de ma vie avec de lourdes séquelles tant physiques que psychologiques.

Je mentirais si je vous disais que je n'ai pas peur ou honte de m'exprimer sur un sujet aussi intime, mais je ressens encore plus de culpabilité à l'idée qu'ils réitèrent leurs actes sur d'autres enfants. Je me demande encore aujourd'hui pourquoi personne ne m'a protégée.

Je souhaite sensibiliser les gens et les politiques aux mutilations et maltraitements que certains médecins et hôpitaux font subir à des enfants, simplement parce que leur corps est un peu différent des autres, aux manipulations et pressions exercées par le milieu médical sur les parents et les enfants pour obtenir un consentement factice et non éclairé aux traitements normalisateurs et j'aimerais que les personnes qui ont été détruites par ces mutilations et ces actes de torture puissent obtenir reconnaissance et réparation des préjudices subis.

Enfin, je tiens à exprimer ma gratitude envers toutes les personnes qui m'ont soutenue tout au long de ce processus, y compris les associations, les organismes, ma famille, mes amis et mes avocats. Grâce à leur soutien, je n'ai plus à me battre seule.

